

Nicolas Croes, le PSL au FSM

Author : helene-molinari

Date : 14 mai 2013



Nicolas Croes, liégeois, a 31 ans. Il est rédacteur à [Lutte Socialiste](#).

Vers 17 ans, il commence à aller à des manifestations : "à l'époque, je passais d'une mobilisation à l'autre, plus poussé par une sorte "d'obligation morale" d'agir que par une idée claire de ce à quoi cela pouvait bien servir concrètement". Petit à petit, Nicolas Croes se construit, "un temps intéressé par Ecolo, je me suis dirigé par la suite vers l'anticapitalisme et plus particulièrement le courant libertaire". Il collabore au feu journal [Alternative Libertaire](#) début 2000 et participe à l'organisation du contre-sommet de l'Union Européenne qui se tenait alors en Belgique. L'occasion de découvrir d'autres mouvements et partis à un moment où il était "devenu très critique sur l'efficacité et la démocratie interne des collectifs anarchistes" qu'il connaissait. En novembre 2002, il rejoint le [Parti Socialiste de Lutte](#) (PSL, qui était alors le Mouvement pour une Alternative Socialiste) et c'est dans le cadre de ce parti que son activité s'est développée depuis.

Son engagement est basé sur "la nécessité de rompre avec le capitalisme et de construire une alternative de société où les majeurs moyens de production, les secteurs-clé de l'économie, seraient aux mains de la collectivité, dans le cadre d'une économie démocratiquement planifiée

et orientée vers la satisfaction des besoins de tous". Un engagement que certains pourraient qualifier de radical, mais que Nicolas Croes assume. "Il s'agit de la seule réponse crédible face au capitalisme et à sa crise actuelle".

Militant politique, ses luttes sont multiples : mobilisations antifascistes (en particulier contre l'organisation étudiante du Vlaams Belang), antiracistes (contre le centre fermé de Vottem à Liège), pour la protection de l'environnement, pour les droits des femmes, contre l'homophobie,... *"et bien entendu, en solidarité avec les luttes des travailleurs".* Selon lui, le mouvement organisé des travailleurs constitue *"la seule force capable de frapper les capitalistes là où ça peut réellement faire mal : au porte-feuille, par la grève et les mobilisations de masse".*

Fort de toutes ces réflexions, Nicolas Croes participe à deux mobilisations internationales majeures en dehors de Belgique : contre le G8 à Evian en 2003 et en Ecosse en 2005. C'est donc principalement à partir de la Belgique qu'il a construit son parcours militant et engagé.

C'est la première fois qu'il se rendait à un Forum Social Mondial. *"Je me suis rendu en Tunisie dans le cadre d'une intervention du [Comité pour une Internationale Ouvrière](#) (CIO), dont le PSL est la section belge. J'y ai rejoint des camarades d'autres pays. Nous sommes allés là-bas pour entrer en discussion avec les participants au sujet du programme que nous défendons au sein du CIO, et plus particulièrement avec des militants tunisiens pour aborder la manière d'achever victorieusement le processus révolutionnaire, c'est-à-dire de faire chuter le système économique dont le dictateur Ben Ali n'était qu'une expression".*

Sur place, le PSL tient un stand et organise un meeting consacré à la lutte internationale des jeunes et des travailleurs contre le capitalisme. 80 participants y ont assisté et 1.200 personnes ont pu le suivre virtuellement grâce à l'activité d'un groupe de jeunes média-activistes tunisiens qui relayaient sur internet certaines discussions. *"Nous avons pu trouver un très bon écho, plus particulièrement auprès des participants issus du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, concernant les moyens de s'organiser contre les forces de la contre-révolution (qu'elles soient laïques ou religieuses), le rôle de la base syndicale (particulièrement de l'[UGTT](#) dans le cas de la Tunisie), le rôle des comités de lutte de base pour organiser le combat de façon démocratique, ..."*

Un va-et-vient constant à leur stand pendant les quatre jours du forum ont favorisé les échanges. *"Souvent, des gens revenaient après avoir lu notre matériel politique. Le sentiment dominant parmi les militants tunisiens avec lesquels j'ai pu discuter est que la révolution est encore à achever. Le processus révolutionnaire se développe et est visible au travers de la forte polarisation politique qui prend place dans le pays. Deux ans après la chute de Ben Ali, la vie quotidienne reste marquée par de très nombreux problèmes. Le taux de chômage est monumental et toute une génération de jeunes n'a pas de perspectives d'avenir. Quant à ceux qui ont un emploi, ils travaillent souvent dans des conditions très précaires pour des salaires de misère, souvent inférieurs au salaire minimum officiel de 200 dinars (100 euros) par mois. Depuis son arrivée au pouvoir, Ennahda n'a fait qu'appliquer une politique similaire à celle qui prévalait sous le règne du dictateur déchu : encore et toujours la politique néolibérale."*

"Finalement, de nombreux points communs se retrouvent au niveau de ce que nous rencontrons en Europe : une volonté de combattre, mais l'absence de perspective claire de lutte, les faiblesses des directions syndicales et des grandes organisations de gauche pour aller résolument de l'avant et ne pas simplement réagir aux agressions de la classe dominante,..."